

Lettre de Maurice Dejean à Maurice Couve de Murville (Moscou, 25 octobre 1962)

Légende: Le 25 octobre 1962, Maurice Dejean, ambassadeur de France en Union soviétique, signale à Maurice Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères, l'état d'ignorance dans lequel est tenu le public soviétique au sujet des mesures décidées par les États-Unis lors de la crise de Cuba.

Source: Ministère des Affaires étrangères ; Commission de Publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume II: 1962, 1er juillet-31 décembre. Paris: Imprimerie nationale, 1999. p. 324-325.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL: http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_maurice_dejean_a_maurice_couve_de_murville_moscou_25_octobre_1962-fr-93d3c952-3b9e-463e-80c1-c51e8337cc43.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Lettre de Maurice Dejean à Maurice Couve de Murville (Moscou, 25 octobre 1962)

T. nos 4540, 4541.
Réservé.

Moscou, 25 octobre 1962.
(Reçu : 11 h. 50.)

Je me réfère à mon n° 4512 ⁽¹⁾.

Jusqu'ici le public soviétique n'a connu les déclarations faites le 22 octobre par le président Kennedy que par une analyse très brève et conçue en termes très généraux parus dans les *Izvestia* du 23 octobre et dans la *Pravda* du 24, ainsi que par le résumé très succinct qui sert d'introduction à la déclaration du gouvernement soviétique du même jour.

Les sept points dans lesquels le président des États-Unis a fixé sa ligne d'action n'ont pas été mentionnés. La population de l'U.R.S.S. n'a donc pas été à même de se rendre compte du caractère radical et de l'ampleur des mesures décidées du côté américain ni des mesures complémentaires plus graves encore qui pouvaient suivre. Elle n'a pas connu non plus dans le détail les griefs formulés par Washington et invoqués pour justifier l'action entreprise.

La comparaison entre le discours de M. Kennedy, dont le texte intégral ne m'est parvenu qu'hier soir, et la déclaration soviétique fait ressortir davantage encore, en dépit de la sévérité des jugements portés et de la brutalité des formules employées par le gouvernement de Moscou, une prudence manifestement dictée par le souci d'éviter des complications militaires avec les États-Unis, surtout dans la zone en question.

La réponse à M. Bertrand Russell (cf. mon télégramme n° 4539 ⁽²⁾) est rédigée dans le même esprit. Le chef du gouvernement soviétique y condamne en des termes analogues le comportement des États-Unis, mais il affirme en même temps de la façon la plus nette son désir d'une solution pacifique, à laquelle devraient tendre non seulement l'U.R.S.S. mais les États-Unis. Il souligne que tant que les engins nucléaires ne sont pas entrés en action, une telle solution reste possible et propose une « rencontre à un niveau élevé », – formule assez élastique, mais qui ne signifie pas nécessairement une conférence au sommet, mais qui peut s'appliquer aussi à une telle rencontre.

D'après le texte, l'objet de la Conférence ne serait d'ailleurs pas nécessairement limité à l'affaire de Cuba, puisqu'elle devrait examiner « toutes les questions qui se trouvent posées » ⁽³⁾.

(Amérique. Généralités. Crise américano-cubaine 1962, n° 135 b.)

(1) Le télégramme de Moscou n os 4512-4520 du 24 octobre n'a pas été reproduit. Il analysait une déclaration du gouvernement soviétique de la veille, qui condamnait les mesures annoncées par le président Kennedy à l'encontre de Cuba [...]. Ces mesures étaient dénoncées comme une violation du droit international, une négation des principes de la charte des Nations Unies, et le comportement américain était assimilé à de la piraterie; il en résulterait un grand danger de guerre mondiale thermonucléaire. Les États-Unis étaient accusés de fouler aux pieds le droit des peuples à choisir leur régime intérieur, et à organiser leur défense comme ils l'entendaient; toutefois l'U.R.S.S. représentait sur le plan militaire une puissance au moins égale à celle des États-Unis. L'aide accordée par l'U.R.S.S. à Cuba n'était qu'une contribution à la « capacité défensive » de l'île. Comme riposte, le gouvernement soviétique annonçait avoir demandé la convocation d'urgence du Conseil de sécurité.

Selon M. Dejean, l'affaire de Cuba était liée à celle des bases américaines à la périphérie de l'U.R.S.S. et à celle de Berlin-Ouest, présenté comme une base de l'O.T.A.N. L'action entreprise par les États-Unis plaçait le gouvernement soviétique dans une position difficile.

Pour le texte intégral de la déclaration soviétique, se reporter à La Documentation française, *Articles et*

documents, n° 0130, 3 novembre 1962, Textes du jour.

(2) Du 25 octobre, non retenu. Ce document retransmettait le texte d'un télégramme de M. Bertrand Russell adressé au président du conseil soviétique et demandant à ce dernier « de ne pas se laisser provoquer par les agissements injustifiables des États-Unis à Cuba », ainsi que la réponse de M. Khrouchtchev.

(3) Par télégramme nos 4547-4551, également du 25 octobre, non retenu, l'ambassadeur relatait les réactions soviétiques aux déclarations du président des États-Unis : invite des principaux quotidiens à tout faire pour « renforcer la puissance de la patrie » et « barrer la route aux agresseurs »; meetings de solidarité avec le peuple cubain, manifestations devant l'ambassade américaine, au demeurant d'importance modeste; invitation lancée aux membres des missions étrangères en déplacement en U.R.S.S. à rentrer à Moscou. Toutefois, l'impression de l'ambassade des États-Unis était que l'on cherchait du côté soviétique à limiter les incidences locales d'une situation internationale dont les dirigeants de Moscou ne pouvaient ignorer la gravité.